

4. Les présentes modifications entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit d'au moins quinze jours la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*. Toutefois, les articles 1 et 3 prennent effet le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

56673

### **C.T. 210823**, 22 novembre 2011

Loi modifiant diverses dispositions législatives aux fins du partage et de la cession entre conjoints des droits accumulés au titre d'un régime de retraite (1990, c. 5)

Loi modifiant divers régimes de retraite du secteur public (2010, c. 29)

#### **Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte des Neiges — Partage et cession des droits accumulés — Modification**

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte des Neiges

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 52 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives aux fins du partage et de la cession entre conjoints des droits accumulés au titre d'un régime de retraite (1990, c. 5), le gouvernement peut, malgré toute disposition inconciliable d'une loi, d'un règlement ou d'un décret, rendre applicables, par décret au Régime de retraite des employés du Centre hospitalier Côte-des-Neiges (A.C. n° 397-78 du 16 février 1978), en tout ou en partie et compte tenu des adaptations nécessaires, les mesures particulières prévues au chapitre VII.1 du titre I de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10) et à son règlement d'application aux fins du partage et de la cession de droits entre conjoints;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de cet article, le gouvernement peut également prévoir dans ce décret des dispositions particulières pour l'établissement et l'évaluation des droits accumulés au titre du Régime de retraite des employés du Centre hospitalier Côte-des-Neiges de même que pour la réduction, en raison de l'acquittement des sommes attribuées au conjoint, des sommes payables en vertu de ce régime;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 40 de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01), le Conseil du trésor exerce, après consultation du ministre des Finances, les pouvoirs conférés au gouvernement en vertu d'une loi qui institue un régime de retraite applicable à du personnel des secteurs public et parapublic, à l'exception des pouvoirs mentionnés aux paragraphes 1<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup> de cette disposition;

ATTENDU QUE le Conseil du trésor, pour donner suite à l'article 52 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives aux fins du partage et de la cession entre conjoints des droits accumulés au titre d'un régime de retraite, a édicté le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte des Neiges par la décision C.T. 197248 du 13 novembre 2001;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement;

ATTENDU QUE, conformément au paragraphe 7<sup>o</sup> de l'article 36 de la Loi modifiant divers régimes de retraite du secteur public (2010, c. 29), le premier règlement pris après le 2 décembre 2010, en vertu de l'article 52 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives aux fins du partage et de la cession entre conjoints des droits accumulés au titre d'un régime de retraite (1990, c. 5) pour le Régime de retraite des employés du Centre hospitalier Côte-des-Neiges, peut avoir effet à compter de toute date non antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2011;

ATTENDU QUE la consultation prévue à l'article 40 de la Loi sur l'administration publique a eu lieu;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet de Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte des Neiges a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 13 juillet 2011 avec avis que ce règlement pourrait être édicté par le Conseil du trésor à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QUE le délai de 45 jours est expiré et qu'aucun commentaire sur ce projet de règlement n'a été reçu;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE :

QUE soit édicté le Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte des Neiges, annexé à la présente décision.

*Le greffier du Conseil du trésor,*  
GEORGES BOULET

## Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte des Neiges\*

Loi modifiant diverses dispositions législatives aux fins du partage et de la cession entre conjoints des droits accumulés au titre d'un régime de retraite (1990, c. 5, a. 52)

Loi modifiant divers régimes de retraite du secteur public (2010, c. 29, a. 36, par. 7<sup>o</sup>)

**1.** Le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte des Neiges est modifié par le remplacement de l'article 6 par le suivant :

« **6.** Dans le présent article, l'expression « normes de l'ICA » réfère aux normes de pratique intitulées « Normes de pratique applicables aux régimes de retraite—3800 Valeurs actualisées des rentes » de l'Institut canadien des actuaires, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2005 et périodiquement révisées.

La valeur actuarielle des prestations est établie en utilisant la méthode de « répartition des prestations » et elle correspond à la somme de 35 % de celle établie pour un homme et de 65 % de celle établie pour une femme.

Elle est également établie en utilisant les hypothèses actuarielles suivantes :

1<sup>o</sup> les taux de mortalité :

Les taux de mortalité sont ceux établis conformément aux normes de l'ICA.

2<sup>o</sup> les taux d'intérêt :

Les taux d'intérêt sont ceux établis conformément aux normes de l'ICA.

Le résultat doit être ajusté conformément aux normes de l'ICA.

3<sup>o</sup> les taux d'indexation :

Le taux d'indexation est calculé de la manière décrite dans les normes de l'ICA.

4<sup>o</sup> le taux d'abandon d'emploi : Nul

5<sup>o</sup> le taux d'invalidité : Nul

6<sup>o</sup> la proportion des personnes mariées au décès :

Âge	Homme	Femme
18-64 ans	85 %	65 %
65-79 ans	80 %	30 %
80-109 ans	60 %	10 %
110 ans	0 %	0 %

7<sup>o</sup> L'écart entre l'âge des conjoints au décès :

a) le conjoint de sexe masculin du bénéficiaire est présumé être son aîné de 1 an ;

b) le conjoint de sexe féminin du bénéficiaire est présumé être son cadet de 4 ans. ».

**2.** Ce règlement est modifié par le remplacement de l'article 13 par le suivant :

« **13.** Des intérêts composés annuellement et accumulés à compter de la date d'évaluation jusqu'à celle de l'acquittement doivent être ajoutés aux sommes attribuées au conjoint au taux prévu en vertu de l'annexe VII de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, en vigueur à la date d'évaluation. Lorsque cette date est antérieure au 1<sup>er</sup> juin 2001, le taux d'intérêt applicable est de 5,34 % . ».

**3.** Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 18, de la section suivante :

\* Aucune modification n'a été apportée au Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte des Neiges, édicté par la décision C.T. 197248 du 13 novembre 2001 (2001, G.O. 2, 7895).

« SECTION V  
DISPOSITION TRANSITOIRE

**18.1.** Pour l'application des articles 16 et 17, le montant de pension qui serait obtenu à partir des sommes attribuées au conjoint à la date d'évaluation est établi à cette date suivant la méthode et les hypothèses actuarielles qui ont été utilisées pour l'évaluation des droits accumulés. ».

**4.** Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du mois qui suit d'au moins quinze jours la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*. Toutefois, les articles 1 et 3 prennent effet le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

56674

**C.T. 210824, 22 novembre 2011**

Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels  
(L.R.Q., c. R-9.2)

Loi modifiant divers régimes de retraite du secteur public  
(2010, c. 29)

**Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels**  
— **Partage et cession des droits accumulés**  
— **Modification**

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 8.3<sup>o</sup> de l'article 130 de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., c. R-9.2), le gouvernement peut, par règlement, déterminer, aux fins de l'article 125.2 de cette loi, les règles, hypothèses et méthodes actuarielles applicables à l'évaluation des droits accumulés, lesquelles peuvent varier selon la nature de ces droits;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 8.4<sup>o</sup> de l'article 130 de cette loi, le gouvernement peut, par règlement, déterminer, aux fins de l'article 125.3 de cette loi, les règles, conditions et modalités de l'acquittement des sommes attribuées au conjoint et, le cas échéant, les intérêts à verser sur ces sommes;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 8.5<sup>o</sup> de l'article 130 de cette loi, le gouvernement peut, par règlement, prévoir, aux fins de l'article 125.5 de cette loi, les règles, hypothèses et méthodes actuarielles pour réduire toute somme payable en vertu du régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, lesquelles peuvent varier selon la nature du droit dont découle une telle somme;

ATTENDU QUE le gouvernement, pour donner suite aux paragraphes 8.1<sup>o</sup> à 8.5<sup>o</sup> de l'article 130 de cette loi, a édicté le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (c. R-9.2, r. 3);

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement;

ATTENDU QUE, conformément au paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 36 de la Loi modifiant divers régimes de retraite du secteur public (2010, c. 29), le premier règlement pris après le 2 décembre 2010 en vertu des paragraphes 8.3<sup>o</sup> à 8.5<sup>o</sup> de l'article 130 de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels peut avoir effet à compter de toute date non antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2011;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 40 de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01), le Conseil du trésor exerce, après consultation du ministre des Finances, les pouvoirs conférés au gouvernement en vertu d'une loi qui institue un régime de retraite applicable à du personnel des secteurs public et parapublic, à l'exception des pouvoirs mentionnés aux paragraphes 1<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup> de cette disposition;

ATTENDU QUE la consultation a eu lieu;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet de Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 13 juillet 2011 avec avis que ce règlement pourrait être édicté par le Conseil du trésor à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QUE le délai de 45 jours est expiré et qu'aucun commentaire sur ce projet de règlement n'a été reçu;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;